

Pétitions

J'ai encore d'autres pétitions signées par des membres de la Légion canadienne royale de Winnipeg. Ils demandent à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et d'annuler les hausses de taxes injustes.

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, conformément au droit historique de pétitionner qui remonte je pense à Runnymede, les pétitions concernant les allocations familiales comptent plus de signatures maintenant que celles qui concernaient les pensions de la vieillesse, chose dont la Couronne refuse, à ses propres risques, de tenir compte. Je désire présenter une pétition signée par des citoyens de Regina. Les pétitionnaires demandent humblement à la Chambre des communes de rétablir et de maintenir la pleine indexation des allocations familiales et d'annuler les hausses de taxes injustes.

LE RÉTABLISSEMENT DU SERVICE DE TRAVERSIER ENTRE LE NOUVEAU-BRUNSWICK ET L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, j'ai une autre pétition portant sur un autre sujet. Des citoyens des provinces atlantiques, surtout de l'Île-du-Prince-Édouard, de certaines régions du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, demandent humblement au Parlement de rétablir le service de traversier entre Borden et Cape Tormentine, entre le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard, et de consulter les habitants des lieux relativement à ces services.

[Français]

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET DU CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, il me fait plaisir de présenter des pétitions au nom des familles qui seront durement touchées par la désindexation des allocations familiales, et ces pétitions proviennent, la première, de la circonscription de Manicouagan, et la deuxième de la circonscription de Hamilton-Wentworth, et je continue avec des gens de Moncton et de Thunder-Bay-Nipigon. Celle-ci me parvient de gens de London-Est et de London-Ouest. J'en ai une autre ici qui me parvient de la ville de Toronto. Une suivante qui me parvient de la circonscription fédérale de Kamloops-Shuswap, et la dernière qui me parvient de la circonscription fédérale ou de la région de Saint-Hyacinthe.

Les pétitionnaires, monsieur le Président, demandent que le gouvernement rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

LA FERMETURE POSSIBLE DES ATELIERS DU CN À MONCTON

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): J'ai aussi, monsieur le Président, une autre pétition sur un autre sujet et c'est encore sur les ateliers du CN à Moncton, de gens de la région de Moncton et de ma circonscription, soit de Grande-Digue, qui sont très inquiets de la situation aux ateliers du CN, et qui demandent au ministre de prendre position et de protéger les emplois de cette région.

• (1510)

ON DEMANDE LE MAINTIEN DE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET DU CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer une pétition provenant du Cercle des fermières du Québec qui demandent au premier ministre du Canada de maintenir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe): Monsieur le Président, j'ai également plusieurs pétitions où tous les signataires voudraient voir les allocations familiales et le crédit d'impôt-enfant maintenus; ils prétendent, avec raison d'ailleurs, que cela constitue une aide indispensable pour les familles avec enfants.

Ces mêmes signataires, monsieur le Président, voudraient voir revenir la pleine indexation, et ces pétitions-là en particulier me viennent de la circonscription fédérale d'Ottawa-Carleton.

J'en ai une autre qui vient de Toronto, en Ontario; de la circonscription fédérale de Gaspé, au Québec; une autre également de la circonscription fédérale de Gaspé, au Québec.

J'en ai une autre ici, monsieur le Président, qui vient de la circonscription fédérale de Capilano, en Colombie-Britannique; une autre qui vient de Hamilton, en Ontario; une autre qui vient d'une circonscription fédérale du Québec, en particulier, celle de Saint-Maurice, et une dernière qui vient de la circonscription fédérale de Rimouski.

Tous les pétitionnaires voudraient et réclament à hauts cris la pleine indexation des allocations familiales, une aide indispensable en particulier aux familles monoparentales.

[Traduction]

L'ASSURANCE-CHÔMAGE—LA DÉDUCTION DES REVENUS DE PENSION

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition concernant les prestations de retraite essentielles au maintien du revenu familial. En les déduisant des prestations de chômage, on nuit gravement aux efforts des employés et de la communauté pour créer de nouveaux emplois. Les signataires de cette pétition, qui habitent Corner Brook, à Terre-Neuve, demandent au Parlement de prendre des mesures pour que les revenus de retraite ne soient pas déduits des prestations de chômage.

[Français]

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT RELATIVE À LA FISCALITÉ ET À LA SÉCURITÉ SOCIALE

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Ensuite, monsieur le Président, j'ai à présenter une pétition de la part de beaucoup de signataires du Québec y compris de la région de Montréal, Laval, Dorval, Saint-Hubert, Saint-Lambert, Longueuil et d'autres régions du Québec.